

La fin peu glorieuse de Bouteflika

Algérie Le mouvement populaire exige le départ de tous les barons d'un régime corrompu.

Analyse Arezki Aït-Larbi
Correspondant à Alger

J'ai l'honneur de vous notifier ma décision de mettre fin à mon mandat de président de la République." Vêtu d'une longue djellaba blanche, recroquevillé dans son fauteuil roulant, l'air absent, Abdelaziz Bouteflika lit sa lettre de démission comme s'il venait d'en découvrir le contenu. Puis, il la remet à Tayeb Belaïz, président du Conseil constitutionnel, en présence d'Abdelkader Bensalah, le patron du Sénat qui va assurer l'intérim. Cette triste fin d'un autocrate a été accueillie par une explosion de joie qui a secoué tout le pays. Feux d'artifice, klaxons, chants, drapeaux. Dans le centre d'Alger bloqué par la circulation, les véhicules de police donnent le tempo de la victoire, comme pour siffler la fin de la mobilisation.

Dans le bras de fer qui l'oppose à l'armée depuis quelques jours, le clan présidentiel a sorti, lundi soir, sa dernière carte. Le préavis de démission du chef de l'État avant la fin de son mandat qui expire le 28 avril, assorti d'une clause qui va précipiter sa chute: "prendre des mesures pour assurer la continuité de l'État". Pour les initiés, Saïd Bouteflika, le frère du Président qui tirait les ficelles dans l'ombre, allait limoger le général Gaïd Salah, le puissant chef d'état-major qui a brandi le carton rouge.

Chef des forces terrestres en 2004, le général Gaïd Salah, âgé alors de 65 ans, allait partir à la retraite. Avant d'être repêché par le chef de l'État, qui le nomme à la tête de l'état-major. Parmi les plus fidèles obligés du clan Bouteflika, il devient son bouclier contre les officiers hostiles, qui, en 2014, faisaient barrage au 4^e mandat d'un homme cloué depuis un an sur un fauteuil roulant par un accident vasculaire cérébral. Il se dresse ainsi devant le général Toufik Mediène, le chef du Département du renseignement et de la sécurité (DRS, services secrets) qui préparait la

succession du Président, hospitalisé au Val-de-Grâce, à Paris.

Au soir de la première manifestation populaire du 22 février dernier, le général Gaïd Salah avait haussé le ton contre "la main étrangère" qui chercherait à déstabiliser le pays. Son cauchemar: voir son ennemi intime, le général Toufik Mediène, destitué en 2015, mais dont les réseaux sont toujours actifs, reprendre la main. Samedi soir, devant un aréopage militaire, le chef d'état-major dénonçait un "complot", dont il omet toutefois de nommer les protagonistes. Et c'est Echourouk News, une chaîne de télévision privée à sa dévotion qui s'en charge, en citant notamment: le général Toufik Mediène, Saïd Bouteflika, l'ex-président Liamine Zéroual, et un officier des services secrets français! Sur la défensive, le général Mediène dément l'information et jure de son patriotisme. Depuis le début du mouvement, le nom de ce faiseur de rois qui a dirigé le pays dans l'ombre pendant un quart de siècle, est cité comme le chef d'orchestre clandestin de la mobilisation populaire.

La bombe Liamine Zéroual

Dans la nuit de dimanche à lundi, Ali Haddad, le patron du Forum des chefs d'entreprises, est arrêté à la frontière est, alors qu'il s'apprêtait à fuir par la Tunisie. Très proche de Saïd Bouteflika, son arrogance et sa fortune aussi rapide que suspecte ont fini par cristalliser la colère des Algériens. D'autres oligarques du clan Bouteflika, comme les frères Kouminef, plus discrets mais incontournables dans les transactions internationales, sont interdits de quitter le territoire.

Mardi, Liamine Zéroual jette une bombe qui va précipiter les événements. "J'ai reçu ce samedi

30 mars et à sa demande, le général Mediène qui m'a porté la proposition de présider une instance chargée de la transition. Il m'a confirmé que cette proposition avait été faite en accord avec Saïd Bouteflika, conseiller à la présidence de la République", révèle l'ancien président qui réaffirme sa "confiance dans la maturité de millions de manifestants et de la nécessité de ne pas entraver la marche du peuple, redevenu maître de son destin".

Peu glorieuse fin de règne

Conforté dans la thèse du complot, le général Gaïd Salah réunit, dans l'après-midi, les décideurs militaires à Aïn Naâdja, siège du commandement des forces terrestres, dans la proche banlieue est d'Alger. C'est ici que le colonel Chadli Bendjedid avait été adoubé par ses pairs pour succéder au président Boumediène, décédé en décembre 1978; et c'est ici également qu'il a été déchu, en janvier 1992, au lendemain de la victoire du Front islamique du Salut aux législatives. Autour du général Gaïd Salah, les chefs des différentes armes et les patrons des régions militaires sont présents au grand complet. Même le commandant de la Garde républicaine, homme de confiance et dernier fidèle du clan présidentiel dont on craignait la défection, est de la partie. À l'unanimité, les hauts gradés décident de passer à l'action.

À 19 h, le verdict tombe comme une guillotine. Dans un communiqué martial d'une rare violence, le chef d'état-major scelle le sort du Président et de son clan en dénonçant "les complots et les conspirations abjectes, fomentés par une bande qui a fait de la fraude, la malversation et la duplicité sa vocation", avant de déclarer "nulles et non avenues les décisions importantes concernant la phase de transition" prises par des "entités non constitutionnelles et non habilitées"!

Il ne reste au clan présidentiel que la reddition, qui sera prononcée moins d'une heure après, par Abdelaziz Bouteflika. Une fin de règne peu glorieuse pour celui qui aura gouverné par la ruse, la corruption et le mépris. Vendredi, le peuple occupera la rue pour la septième fois. Se contentera-t-il de cette demi-victoire? Ou continuera-t-il d'exiger le départ de tous les barons du régime?